

# Effets des transferts des migrants sur le développement économique des ménages et pays bénéficiaires

## Chiffres clés

- En 2010, les 214 millions d'immigrés ont renvoyé approximativement 325 milliards d'euros qu'ont vers leurs pays d'origine. Canaux officiels uniquement<sup>1</sup>.
- Ces transferts équivalent à trois fois le montant net de l'aide publique mondiale accordée aux pays en voie de développement (PVD)<sup>1</sup>.
- Dans près de 40 de ces PVD, les envois de fonds représentent plus de 10% du PIB<sup>1</sup>.
- Parmi-eux, au Ghana<sup>2</sup>, en Ouganda<sup>1</sup>, et au Népal<sup>3</sup>, les envois de fonds ont permis de réduire respectivement de 5%, de 11% et de 20% la proportion de la population pauvre.
- Presque 90% des fonds envoyés sont consacrés à la nourriture, à l'habillement, au logement, à la santé et à l'éducation<sup>4</sup>.

## Vision globale des transferts monétaires

Le phénomène de migration dans le monde n'est pas spécifique à la dernière décennie. Elle existe depuis longtemps et tend d'ailleurs à se stabiliser. On remarque dans le tableau ci-après que le pourcentage de population migrante ne représente que 3% de la population mondiale et est stable. C'est également le cas pour la Belgique où cette population est arrêtée à plus ou moins 9% de la population belge depuis maintenant plus de 20 ans. A noter bien sûr que si ce pourcentage est stable, le nombre de migrants augmente quand même chaque année, mais proportionnellement à celui de la population.

<sup>1</sup> Organisation Internationale de la Migration – Faits et chiffres (2010)

<sup>2</sup> Richard H. Adams Jr, *Remittances and Poverty in Ghana*, Policy Research Working Paper Series, n° 383

<sup>3</sup> Mikhail Bontch-Osmolovski et al., *Migration and Poverty Reduction in Nepal*, Washington, DC, World Bank, 2007

<sup>4</sup> Fonds International de Développement Agricole (FIDA) - Travailleurs migrants et envois de fonds (rapport 2010)

<b>World</b>	<b>1990</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2005</b>	<b>2010</b>
Estimated number of international migrants	155 518 065	165 968 778	178 498 563	195 245 404	213 943 812
Population	5 290 452 000	5 713 073 000	6 115 367 000	6 512 276 000	6 908 688 000
Percentage of migrants in the population	2,9	2,9	2,9	3,1	3,1

Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009)

<b>Europe</b>	<b>1990</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2005</b>	<b>2010</b>
Estimated number of international migrants	49 400 661	54 717 864	57 639 114	64 398 585	69 819 282
Population	720 989 000	727 361 000	726 568 000	729 421 000	732 759 000
Percentage of migrants in the population	6,9	7,5	7,9	8,8	9,5

Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009)

<b>Belgium</b>	<b>1990</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2005</b>	<b>2010</b>
Estimated number of international migrants	891 537	915 535	879 018	882 080	974 849
Population	9 933 000	10 084 000	10 193 000	10 415 000	10 698 000
Percentage of migrants in the population	9,0	9,1	8,6	8,5	9,1

Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009)

Les migrants contribuent de manière significative à l'économie mondiale. Et, par les transferts de fonds qu'ils réalisent vers leurs pays d'origine, permettent un équilibre monétaire important dans un contexte d'économie mondialisée.

### Les transferts des migrants au départ de la Belgique

On peut estimer le montant de transfert effectué par chaque migrant selon sa communauté au départ de la Belgique en gardant le rapport entre le nombre d'émigrés par communauté en Belgique et le nombre total d'émigrés de ce même pays avec les montants totaux transférés dans chaque pays depuis l'Union européenne. Si l'on prend le cas des trois communautés d'origine étrangère les plus importantes en Belgique que sont le Maroc (81.943 ressortissants au 01/01/2010), la Turquie (39.551 ressortissants) et la République Démocratique du Congo (18.056 ressortissants), on arrive aux montants par personne transféré en 2010 vers sa communauté : 1534 € renvoyé au Maroc, 150 € en Turquie et 52 € en République démocratique du Congo.

<b>2010</b>	<b>Émigrants (tot.)</b>	<b>Émigrants (BE)</b>	<b>Transferts tot</b>	<b>Transferts (BE)</b>	<b>Transfert (BE)</b>
<b>Maroc</b>	3.016.600	81.943	4.626.729.200 €	125.680.591 €	1.534 € p/p
<b>Turquie</b>	4.261.600	39.551	639.653.200 €	5.936.485 €	150 € p/p
<b>RDC</b>	208.600	18.056	10.756.500 €	931.061 €	52 € p/p

Source : Banque mondiale 2011

Bien que ces estimations incluent une marge d'erreur assez importante, les disparités des transferts entre ces communautés restent très importantes. Ces chiffres se vérifient aussi quand on compare les montants des transferts totaux en termes d'apports dans le PIB du pays bénéficiaire.

<b>Transferts (en millions €)</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Maroc</b>	1.412	1.550	3.291	3.909	4.826	4.945	4.496	4.627
<b>Turquie</b>	2.386	3.270	636	822	895	1.058	696	640
<b>RDC</b>	3	7	8	9	11	11	11	11
<b>PIB (en millions €)</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Maroc</b>	23.654	26.547	42.685	47.068	53.945	63.738	65.525	65.397
<b>Turquie</b>	121.538	191.156	346.345	380.708	464.075	523.725	440.697	527.257
<b>RDC</b>	4.047	3.088	5.094	6.126	7.155	8.367	8.034	9.426
<b>% des transferts p/r au PIB</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Maroc</b>	5,97%	5,84%	7,71%	8,31%	8,95%	7,76%	6,86%	7,08%
<b>Turquie</b>	1,96%	1,71%	0,18%	0,22%	0,19%	0,20%	0,16%	0,12%
<b>RDC</b>	0,08%	0,24%	0,16%	0,15%	0,15%	0,13%	0,13%	0,11%

Source : Banque mondiale 2011

Au vu de ces quelques chiffres, on remarque que la contribution nette par rapport au PIB des différents pays est très hétéroclite : elle est plutôt importante pour le Maroc et demeure réduite pour la Turquie et la RDC. Ces chiffres ne recouvrent pas nécessairement tous les transferts réels puisque certains sont officieux comme ceux effectués lors de chaque passage du migrant dans son pays d'origine.

Par ailleurs, ce qui en ressort plus visiblement, c'est que les effets de la crise de 2008 semblent avoir très clairement ralenti l'augmentation de ces transferts, avec même une large tendance à la diminution des montants transférés.

Le cas particulier de la **Turquie** est intéressant à creuser, puisque ce pays a connu une chute énorme du montant de transferts entre 2000 et 2005. L'explication peut venir du fait que le pays s'être fortement développé économiquement dans la même période. Le PIB turc ayant presque doublé entre 2000 et 2006, on peut supposer que les besoins de transferts de fonds sont devenus moins nécessaires pour les familles restées sur place. Par ailleurs, et dans une autre approche, le fait que la Turquie soit un pays dont le développement est principalement basé sur ses exportations est un facteur prépondérant pour justifier la baisse de PIB énorme qu'a connu le pays en 2009.

L'apport cumulé des transferts des immigrés **marocains** dans le développement économique du Maroc est assez important. Ce n'est pas encore les 10% des 40 pays cités par l'Organisation Internationale de la Migration, mais ces chiffres sont significatifs. 7% du PIB marocain (au minimum) proviennent des transferts financiers des migrants, 1/14<sup>ième</sup> de la richesse cumulée en une année de ce pays vient d'un transfert de ses expatriés, l'équivalent de 4,6 milliards d'euros (cf tableau). En sachant par ailleurs que chaque migrant envoie annuellement la somme de plus de 1500€ (voir premier tableau) à son pays d'origine, et que tous ne le font pas ni ne sont capables de le faire (étant aux études, trop jeunes, sans revenus, avec une famille complète immigrée en Belgique...), cela reste un montant relativement important.

En effet, plusieurs facteurs agissent sur les sommes transférées, dont la durée du séjour. D'une part, les migrants qui travaillent depuis longtemps à l'étranger enverront vraisemblablement des montants plus élevés du fait que leur salaire augmente généralement au cours du temps passé dans le pays d'accueil. D'autre part, une longue absence peut diminuer le sentiment de responsabilité à l'égard de la parenté restée au pays. De plus, les migrants de longue durée font souvent venir leur famille. Ils envoient par conséquent moins d'argent dans leur pays d'origine.

### Effets de ces transferts monétaires

En compulsant différentes études<sup>5</sup> concernant les objectifs, les comportements et les effets des transferts de fonds sur les ménages et sur le pays bénéficiaire de ces transferts, on peut en dégager certaines conclusions.

#### **Au niveau des ménages**

Le migrant souhaite, par ses transferts de fonds, contribuer au bien-être de ses proches restés au pays, il effectue donc ces transferts avec comme premier but de contribuer à l'achat de **moyens de subsistance** de sa famille et de ses proches, et pas spécifiquement au développement économique ou entrepreneurial du pays. Le **caractère vital** de ces transferts pour une partie significative de la population est un fait avéré.

Il y a généralement un **accord** entre le migrant et sa famille sur l'affectation qui sera faite des fonds envoyés. Par exemple, lorsqu'il s'agit de dépenses pour l'éducation des enfants, il enverra directement les fonds à l'école pour payer ses frais d'inscription.

Cependant, il y a souvent une **autre affectation sur place** à cause de l'importance des besoins. Il arrive également que les bénéficiaires des transferts donnent des informations inexactes au migrant afin de tirer un maximum de profit personnel des transferts effectués.

La régularité des transferts leur confère le caractère d'une **épargne de précaution** et permet de jouer un rôle efficace d'assurance en cas de choc externe pouvant même amener la famille à constituer une épargne à long terme avec une partie de cet argent.

Pour les bénéficiaires, les transferts de fonds peuvent aussi être à l'origine de **comportements rentiers** créant un certain fossé entre les familles qui bénéficient de ces transferts de fonds et celles qui n'en ont pas, tant l'effet de ces transferts sur les familles sont importants.

---

<sup>5</sup> Adams 2003, Buch et al. 2004, Da Haas 2007, Dayton et Johnston 2007, Faini 2005, Gubert 2005, Guilmoto et Sandron 2003, Papa Amadou Sarr 2009, Schuerkens 2006, Straubhaar 1988, Tall 2000, Taylor et Wyatt 1996, Taylor 1999.

Il peut apparaître un **effet de dépendance** des familles et communautés bénéficiaires de ces transferts, les rendant très vulnérables à un arrêt de ces transferts.

Lorsque les besoins de base sont relativement satisfaits, il peut y avoir une autre affectation possible, **plus productive au sens économique** : création d'activités économiques, investissements dans la construction ou la réhabilitation d'un logement, création d'entreprises, équipements agricoles....

### **Au niveau global**

*«Très souvent, il s'agit des premières ressources en devises des pays en développement. En moyenne, chaque dollar reçu génère trois autres dollars grâce à un effet multiplicateur »* explique Gervais Appave, directeur de l'Organisation Internationale de la Migration<sup>6</sup>.

Les transferts d'argent représentent une **source importante de devises** pour le pays bénéficiaire, augmentant le revenu national et finançant une partie des importations nécessaires à la croissance. Cette source de devises est en même temps génératrice d'une **inflation soutenue** des prix des matières premières et des biens de consommation sur place.

La consommation de **biens importés** d'Europe ou des États-Unis et les dépenses qui y sont liées progressent rapidement tandis que la production et la consommation de produits locaux peinent à se développer.

Les transferts internationaux semblent revêtir un **caractère « contra-cyclique »** : ils augmentent en cas de ralentissement économique que peuvent provoquer des crises financières. Ils permettent alors de limiter la chute de la consommation de biens et services et donc les effets négatifs sur la production.

Ils suppléent à l'absence ou à l'insuffisance de **système de sécurité sociale** adapté, d'hôpitaux publics de qualité et de **système éducatif** performant.

Les études ont permis de démontrer que les classes les plus pauvres de ces pays ont moins d'opportunités pour faire émigrer un membre de leur famille, faute de moyens nécessaires pour financer le voyage et l'implantation. A l'opposé, les haut revenus n'ont pas besoin d'envoyer un membre de leur famille à l'étranger si ce n'est pour les études. Ce sont plutôt les **classes moyennes** qui sont les plus à même d'émigrer et qui, par la suite, pourront bénéficier des transferts de fonds.

### **En résumé**

<sup>6</sup> <http://archives.liberation.fr/terre/0104462594-mouvement-de-fonds-sur-la-planete/>

Le tableau ci-dessous synthétisent les effets positifs ou négatifs des transferts de fonds.

<b>Effets potentiellement positifs des transferts</b>	<b>Effets potentiellement négatifs des transferts</b>
Source significative de devises pour le pays	A l'origine d'une inflation de la devise locale
Relancent la consommation des ménages et l'économie locale	Les dépenses de consommation concernent souvent des biens importés de l'UE ou des USA
Rôle souvent positif sur la répartition des revenus	Génèrent parfois des inégalités entre familles et sont d'avantage l'apanage des classes moyennes
Suppléent à inefficacité du système de santé et éducationnel des pays bénéficiaires	Peu utilisés dans des investissements "productifs"
Source vitale de revenus pour cette population	Culture de dépendance et d'une certaine vulnérabilité
Peuvent générer des activités productives	Peuvent générer des comportements rentiers
Sont contra-cyclique et plutôt stables	Tendent à diminuer à mesure que le migrant s'enracine dans son pays d'accueil

Ainsi, même si chaque apport positif des transferts de fonds a aussi son penchant négatif. Ces apports restent en très grande partie positifs sur les pays ainsi que sur les ménages bénéficiaires. En général, tout apport d'argent rentrant permet le déploiement économique du pays, au moins en termes de consommation. Cependant, les effets économiques des transferts de fonds restent difficiles à estimer.

*Liesenborghs Alexandre*

*Octobre 2011*